



Déclaration FSU au CTPA du 25 janvier 2011

Monsieur le Recteur,

Notre déclaration préliminaire comportera 2 parties, une sur les conséquences du budget 2011 et une sur le fonctionnement du CTPA.

F S U

Sur le fond :

La perspective annoncée des suppressions de postes s'ancre dans un dogme : Diminuer le nombre de fonctionnaires ! À aucun moment n'est posée la question de la qualité du service public d'éducation. A aucun moment n'est examinée la réalité des établissements et du travail des personnels.

Ainsi vos arbitrages s'attaquent à toutes les structures :

- les lycées, pour une augmentation de 0,5% des effectifs, auraient à subir une perte sèche de 2,14% des emplois (soit 43 postes) ; alors que se mène dans le même temps une réforme que nous contestons et qui devait soi-disant se mettre en place à moyens constants !
- les collèges, malgré les 522 élèves en plus (soit + 1,1%), seraient spoliés de 60 emplois (soit -1, 93%). Est-ce « grâce » aux fermetures de collèges ruraux et au passage de 28 à 30 élèves par classe ?
- les LP, dont vous prévoyez une perte de 4,3% des effectifs, subiraient la disparition de 3,5% des emplois (soit 42 postes) ! Etait-ce là le but de la réforme des bacs professionnels 3 ans ?
- dans le 1^{er} degré, pas de rémission ! si les effectifs académiques marquent une légère baisse de 0,36%, les emplois seraient taxés d'une perte de 1,74% (soit 104 postes) avec un record dans le 63 qui, à effectif quasi constant (+ 0,03%) serait ponctionné de 1,29% des emplois (soit 35 postes). L'accueil de la petite enfance et l'augmentation des effectifs des classes vont-ils servir de gisement d'efficience ?
- Côté administratif (-18 postes) : comment maintenir quantité et qualité ; les tâches restent pourtant incompressibles.

Vous ne convaincrez ni les familles ni le grand public ni les personnels qu'on peut faire mieux réussir les élèves en supprimant des moyens, des dédoublements, des filières et en augmentant les effectifs par classe tant dans le 1er que dans le second degré !

Et ne nous répondez pas que l'éducation nationale doit participer à l'effort collectif pour ne pas transmettre la dette publique, car que dire des sommes colossales qui ont été prêtées aux banques et des **578 millions d'euros reversés aux contribuables les plus riches** il y a quelques mois de cela, sommes qui pèsent bien plus sur le budget global que la soi-disant manne qui existerait dans notre secteur (500 millions d'euros d'économie espérés). Il est incompréhensible de voir la suppression de **3367 emplois pour 8 300 élèves supplémentaires dans le 1er degré, de 4800 emplois pour 42 500 élèves en plus dans le second degré, de 600 emplois pour les personnels administratifs**. Ces mesures sont catastrophiques et vont créer davantage de précarité dans notre secteur au moment même où le ministre de la fonction publique prétend engager des négociations sur cette question.

Il est urgent que le service public soit à nouveau **une priorité de la nation** –l'affichage du budget de l'éducation comme le premier de l'état n'y suffit pas- **et que les réformes engagées soient abandonnées** pour que notre pays cesse de tourner le dos à sa jeunesse.

Sur la forme :

Nous sommes très attachés au bon fonctionnement des instances paritaires. Cela suppose un incontournable respect mutuel des membres du CTPA.

Si la FSU a du rendre compte au Ministre de propos déplacés à l'encontre d'un des membres de sa délégation suite au CTPA de mars 2010, il nous semble qu'à l'avenir, tout dérapage de propos à visée personnifiée, puisse être endigué à l'interne de cette instance.

Le débat doit rester une discussion ancrée sur les contenus et non sur les personnes. C'est le sens du dialogue social. Et la FSU souhaite pouvoir retrouver une forme de sérénité dans les débats de CTPA.